



Association Action-Critique-Médias

39 rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Tél. : +33 (0)9 52 86 52 91

Email : acrimedinfo@gmail.com

31 janvier 2015 : première Journée de la critique des médias organisée par Acrimed

**De 14h à 21h30, à La Java,
105 rue du Faubourg-du-Temple 75010 Paris
(Métro Goncourt ou Belleville)**

Les assassinats récemment perpétrés à Paris sont des actes ignobles. L'attentat perpétré contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* est ignoble. Des journalistes assassinés et c'est la liberté de toute la presse qui est visée et, à travers elle, toutes les libertés. La liberté de l'information est en danger quand des fanatiques, des dictatures ou des régimes autoritaires s'en prennent à elle. Mais elle n'est pas en bonne santé quand les médias sont livrés à des actionnaires qui laissent se développer un journalisme précaire et à bas coûts, quand les chefferies éditoriales, particulièrement dans les grands médias audiovisuels, se satisfont d'un pluralisme anémié, quand des gouvernements, en France même, placent les journalistes sur écoute, abandonnent la presse écrite à son marasme, le secteur public de l'audiovisuel à son sous-financement, les médias libres et alternatifs à des formes de mendicité. Devenus des « Charlie », des responsables politiques – ceux-là mêmes qui, habituellement, se désintéressent du pluralisme quand ils n'en sont pas les seuls bénéficiaires –, plaident pour l'impertinence et la diversité. Devenus des « Charlie », les patrons des médias dominants se sont déclarés garants d'une liberté de la presse qu'ils confisquent à leur profit. Nous ne sommes pas dupes :

La question des médias, c'est notre affaire !

1995 : La plupart des grands médias accusent de corporatisme et d'archaïsme le mouvement de grèves et de manifestations qui s'opposent au plan Juppé, visant (déjà...) à démanteler la Sécurité sociale. Ce fut une raison suffisante de fonder Acrimed.

2005 : La quasi-totalité des éditocrates et « experts » font campagne pour le « oui » au référendum pour un traité constitutionnel européen, décrétant que le « non » (qui l'emportera) est irrationnel et xénophobe. Ce fut l'une des raisons d'organiser, sur notre proposition, des États généraux pour le pluralisme en 2006.

2015 : La plupart des chiens de garde de l'ordre médiatique et social existant continuent d'aboyer contre tout discours remettant en cause les politiques néolibérales et le magistère que ces idéologues s'arrogent. C'est l'une des raisons d'organiser une journée de critique des médias. Mais ce n'est pas la seule.

1995-2015 : Deux décennies ont vu se succéder des gouvernements qui, sur la question des médias, ont laissé s'aggraver, quand ils ne les ont pas aggravées eux-mêmes, l'anémie du pluralisme et la précarité du journalisme, l'emprise du capital privé sur les médias et le recul du secteur public (ou sa soumission croissante aux logiques d'audimat). Des résistances se sont multipliées, des alternatives associatives ont vu le jour : ce fut sans le soutien de ces gouvernements, quand ce ne fut pas malgré eux ou contre eux. Au cours de

ces deux décennies, des gouvernements prétendument progressistes sont parvenus à deux reprises au pouvoir : quand ils n'ont pas favorisé ce qu'ils prétendaient combattre, ils n'ont produit jusqu'à présent que quelques rustines !

La situation de la grande presse écrite est dramatique. Dans la plupart des médias, qu'il s'agisse d'indépendance à l'égard des pouvoirs ou de pluralisme politique, la crise n'a en rien changé la donne : c'est aux mêmes prétendus experts économiques et aux mêmes journalistes dominants que l'on continue de demander des « diagnostics » et des « solutions », malgré leur faillite avérée. Difficile d'ailleurs de voir comment les choses pourraient changer puisque rien ne contraint au changement ceux qui tiennent les rênes des « grands » médias au nom de grands propriétaires ayant fait fortune dans le BTP (Bouygues), l'armement (Dassault, Lagardère), le luxe (Arnault) ou les télécommunications (Niel).

En outre, le gouvernement actuel ne fait même plus semblant de se préoccuper vraiment de la question des médias. Il est vrai que le candidat François Hollande avait peu promis. Mais il n'a à ce jour presque rien tenu. Une réformette du CSA tient lieu de transformation de la régulation démocratique des médias. L'appropriation des médias par des groupes qui dépendent des marchés publics est restée inchangée. La refonte des aides à la presse, timidement envisagée, a été reportée *sine die*. La loi sur le secret des sources, pourtant adoptée en commission, a disparu. Des propositions de lois, notamment sur le statut juridique des rédactions et sur le statut d'entreprise de presse sans but lucratif, ont été déposées ou pourraient l'être : il n'existe aucune certitude qu'elles soient effectivement discutées.

Les lois Loppsi et Hadopi sont, pour l'essentiel, toujours en vigueur. La financiarisation des entreprises médiatiques continue à faire des ravages, la précarité d'une grande partie des journalistes (notamment les jeunes) ne cesse de se développer, la distribution de la presse imprimée est déstabilisée, les concentrations et les instrumentalisation capitalistes des médias s'intensifient : sur tout cela le gouvernement est de marbre. Mais, notamment pour obéir aux injonctions de l'Europe libérale, le statut de l'AFP est menacé et France Télévisions risque en 2017 d'être privée du soutien du budget public, sans réelle compensation.

Dans tous les domaines, prolifèrent ainsi **des informations aux yeux bandés** : sur les mouvements sociaux, sur les questions économiques, les questions judiciaires et bien d'autres, la pluralité des opinions éditoriales est confisquée par des commentateurs multicartes et une minorité de prétendus experts qui sévissent dans tous les médias. Quant aux questions internationales...

Dans tous les médias (ou presque), travaillent **des journalistes sous contraintes** qui, quand ils ne sont pas des rouages n'aspirant qu'à servir, subissent des logiques mercantiles, des hiérarchies incontrôlées, l'extension de la précarité, des conditions de travail détériorées, des rédactions sans statut juridique, une protection dérisoire du secret des sources, etc.

Enfin, la plupart des grands médias sont **des médias sous emprise** : sous l'emprise des effets conjugués de la révolution numérique et de la contre-révolution néolibérale. Les espaces de liberté qu'ils concèdent sont fragiles : il faut les renforcer. Des médias alternatifs se multiplient, notamment sur Internet ; il faut les soutenir. Mais ces médias alternatifs, livrés à eux-mêmes, ne peuvent constituer en eux-mêmes une alternative aux médias qui touchent la majeure partie de la population.

Transformer les médias : une urgence démocratique, un combat politique !

Par temps de crise, la question des médias ne figure sans doute pas parmi les urgences économiques et sociales. Mais la crise n'aboutit pas seulement à une détérioration des conditions d'existence de la plupart d'entre nous : les politiques d'austérité qui, prétendant répondre à la crise, contribuent en réalité à aggraver ses conséquences, sont confortées par un intense travail sur l'opinion accompli en grande partie par les médias dominants.

Transformer les médias reste donc une urgence démocratique et un combat politique décisif. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser, pour la première fois (et sans doute pas la dernière...), **une Journée de la critique des médias**.

Parce que nous ne prétendons pas mener solitairement ce combat et que celui-ci doit mettre en mouvement associations, syndicats, médias critiques et forces politiques qui, dans les limites de leurs terrains d'intervention, partagent, ne serait-ce que partiellement, notre diagnostic et nos propositions, nous voulons faire de cette journée un moment de rencontre, de confrontation et de mobilisation.

Demandez le programme !

14h : Accueil en images, avec les « Epanchages médiatiques » de Gilles Balbastre et de l'équipe de Nada... et ouverture de la journée

I. 14h30–16h30 : Table ronde suivie d'un débat

Des informations aux yeux bandés ? L'information c'est notre affaire !

Un échantillon national des informations et des débats à sens unique.

Avec les représentant·e·s d'Attac (Aurélien Trounev), de Bastamag (Agnès Rousseaux), de Solidaires (Nathalie Bonnet de Sud Rail) et du Syndicat de la magistrature (Laurence Blisson).

16h30–17h :

Sur l'information internationale : extraits d'« Opération Correa », avec Pierre Carles

II. 17h–19h : Table ronde suivie d'un débat

Des journalistes sous contraintes ? Le journalisme, c'est notre affaire !

Vous avez dit « Indépendance » et « qualité » ? Des maux et des remèdes

Avec les représentant·e·s d'Acrimed (Mathias Reymond), de la Ligue des Droits de l'Homme (Dominique Guibert), du SNJ (Dominique Pradalié) et du SNJ-CGT (Emmanuel Vire).

19h–20h : Pause apéritive et gustative...

... et la chronique de **Didier Porte**

III. 20h–21h30 :

Des médias sous emprises ? Transformer les médias, c'est notre affaire !

Avec Serge Halimi et Henri Maler.



Cette journée a reçu le soutien du Front de Gauche médias, du Nouveau Parti Anticapitaliste et du Parti de Gauche.